

La vraie leçon politique de l'affaire Traoré

Article rédigé par *vududroit.com*, le 14 août 2020

Source [vududroit.com] Facisme et nazisme, fruits de la combinaison de plusieurs phénomènes dans un contexte de l'entre-deux-guerres ont été très largement étudiés. Formes particulières de dictatures, il est cependant essentiel de rappeler que leurs avènements n'ont été possibles que par la décision de la bourgeoisie et des intérêts dominants de les soutenir, de les financer et de les instaurer. Et par la suite, chaque expérience autoritaire, des colonels grecs aux dictatures latino-américaines en passant par l'Espagne et le Portugal, a présenté la triple caractéristique d'une alliance entre une oligarchie, une petite bourgeoisie dépravée et une partie importante de la pègre.

Face à la crise du néolibéralisme, existe-t-il une tentation autoritaire qui présenterait de telles caractéristiques ? Dans notre pays, l'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron dans des conditions qui s'apparentent à une forme de coup d'État a installé un exécutif qui a fusionné les trois pouvoirs normalement séparés (exécutif, législatif, judiciaire) alors qu'il est totalement minoritaire dans l'opinion et dispose d'une base politique minuscule. À cette destruction de la séparation des pouvoirs, Emmanuel Macron a ajouté à la fois l'affaiblissement de l'État dans ses grandes fonctions de protection de la population et la délégitimation des instances républicaines. Dont le sabotage délibéré des élections municipales est le triste et plus récent exemple.

Et c'est ainsi que l'on a vu depuis quelques semaines se mettre en place un système extrêmement inquiétant, d'une alliance particulière de cette oligarchie dont Macron est le mandataire au pouvoir, avec la petite bourgeoisie dévoyée que l'on rencontre surtout chez les verts, et la pègre violente issue de l'immigration.

[L'affaire de Bayonne](#), la violence symbolique [qu'exprime les délires des « verts »](#) installés à la tête des villes dans des élections illégitimes, les affrontements ethniques de Dijon, l'abandon des centres-villes à la violence et aux trafics sont les symptômes d'une dérive vraiment inquiétante.

Mais finalement, l'exemple le plus intéressant est celui de l'affaire Adama Traoré. [Sans rentrer dans trop de détails de quelque chose de finalement très simple](#), on va quand même revenir sur un certain nombre de points qui lui donnent sa signification politique profonde.

Dès le début, il apparaissait à quiconque voulait bien se donner un peu le mal de s'informer que nous n'étions pas en présence d'une bavure policière raciste au contraire de ce que la famille d'Adama et sa sœur en particulier prétendaient. Nous étions en présence d'une fratrie caractéristique de celles qui par un fonctionnement clanique et délinquant mettent un certain nombre de quartiers de banlieue ou de grande banlieue en coupe réglée. Dès juillet 2016, on savait la marginalité sociale et le caractère délinquant, voire mafieux du comportement d'Adama Traoré et de ses frères. La personnalité de ceux qui composaient le groupuscule « Comité Adama » et de ceux qui le soutenaient, contribuaient également au plus grand scepticisme sur l'histoire que l'on nous racontait. Concernant les faits eux-mêmes, il était assez facile de se documenter, les positions judiciairement exprimées par les gendarmes mis en cause ainsi que le travail des juges, étant tout à fait accessibles. Contrairement à la [récente affaire Chouviat où la bavure](#) est difficilement réfutable, Adama Traoré, arrêté parce que délinquant et non parce que noir, n'a pas été victime de violences

ayant entraîné son décès de la part des gendarmes. Malgré l'agitation entretenue par le comité, les soutiens des petits-bourgeois préposés habituels, et la complaisance de certaines organisations « de gauche », le sujet n'intéressait pas grand monde.

Puis il y a eu la sortie du confinement, séquence quoi qu'on en dise, d'une énorme violence sociale imposée à la population. Et l'importation opportuniste à ce moment-là en France d'un phénomène essentiellement américain ou si l'on veut anglo-saxon, pour prétendre que la France était coupable d'un racisme d'État systémique, dont l'affaire Traoré devenait le symbole. Brutale mobilisation d'un grand nombre de jeunes, ignorant tout de la réalité du dossier et qui trouvé là un exutoire nourri des luttes sociales précédentes et des frustrations nées du confinement. Cette incontestable bonne foi dans l'adoption du mensonge et de l'imposture visant à faire d'Adama Traoré le martyr du racisme policier français, a fini par se fracasser sur la réalité grâce à un dévoilement (laborieux) du réel, et par la révélation du caractère irréfutablement détestable [de la délinquance imposée par la fratrie Traoré](#) à son environnement. Alors bien sûr, les croyants gênés tentent de continuer à s'accrocher à l'argument selon lequel : « Adama Traoré était peut-être un voyou brutal et un violeur, mais il ne méritait pas la peine de mort infligée par les gendarmes ». Le problème est que là aussi il s'agissait d'un mensonge. Que réfute la vérité judiciaire, la seule qui compte, résultant d'une élaboration de quatre ans de travail par l'instruction, à base de témoignages multiples, d'analyses, de recollement d'informations et d'expertises par des médecins assermentés. La partie civile dont c'est le droit, continuera réclamer de nouvelles investigations qui ne mèneront à rien. Surtout quand on voit que les dépositions qu'elle réclame sont immédiatement suivies de plaintes pour faux témoignage contre ceux qu'elle avait cités ! Et sauf à considérer que tous les intervenants, magistrats, témoins, experts sont achetés par la raison d'État, la réalité est que l'affaire Adama Traoré, au contraire de l'affaire Chouviat, n'est pas une bavure policière. Alors bien sûr, la catégorie des menteurs cyniques, soucieux de leur clientélisme d'épiciers électoraux, va continuer ses contorsions, n'hésitant pas à se ridiculiser complètement comme le pitoyable [Gérard Miller assénant à propos de la fratrie mafieuse](#) : « Arrêtez de commencer à jeter le soupçon sur la famille #Traoré! Cette famille est HÉROÏQUE elle mérite de rentrer dans l'histoire de France ! ».

L'État Macron au soutien du mensonge

Revenons à la raison d'État car c'est elle qui donne tout son sens politique à la séquence à laquelle nous venons d'assister. Comment ne pas relever justement, l'attitude de l'État français qui après la fameuse manifestation devant le palais de justice a immédiatement pris le parti du comité Adama et de sa porte-parole. C'est Emmanuel Macron demandant à Nicole Belloubet ministre de la justice de violer la séparation des pouvoirs et de recevoir en urgence la famille. C'est le ministre de l'intérieur affirmant immédiatement et solennellement l'autorisation donnée aux partisans du comité de violer la loi interdisant les manifestations pour raisons de pandémie ! Le même ministre envisageant également l'organisation dans la cour de la préfecture de police d'une cérémonie expiatoire au cours de laquelle les policiers se seraient mis à genoux ! C'est ensuite la grande presse appartenant à l'oligarchie et qui parraine et soutient Emmanuel Macron depuis le début de son aventure politique qui transforme Assa Traoré en nouvelle Jeanne d'Arc, la faisant s'exprimer sans contradiction sur tous ses plateaux, s'étaler sur toutes les couvertures de ses magazines de papier glacé, entre Brigitte Macron et Édouard Philippe en passant par Stéphane Bern. Pourquoi cette complaisance, accompagnée de celles des peuples et autres starlettes appartenant à la cour se précipitant pour s'afficher à ses côtés ?

Simplement, parce que l'État Macron quant à lui n'entend pas protéger les citoyens qui subissent la violence de ces couches déclassées issues de l'immigration. L'utilisation du lumpenprolétariat et de la pègre, qui fascine la bourgeoisie depuis longtemps, est une vieille histoire depuis le XIXe siècle et le fascisme du XXème qui nous en ont donné beaucoup d'exemples. Les forces de police confrontées à la délinquance des banlieues et des centres villes abandonnés comme le sont ceux de Rennes, Nantes Bordeaux, Montpellier et certains arrondissements de Paris, sont mis désormais et volontairement dans une véritable tenaille. Elles savent que toute intervention contre cette délinquance violente là, qualifiée d'incivilité par le chef de l'État, sera scrutée, examinée, dénoncée et exposera les auteurs en uniforme aux procédures disciplinaires et aux sanctions pénales. Le mieux pour elles sera de regarder ailleurs, ce qui est d'ailleurs très souvent déjà le cas

aujourd'hui. Il ne s'agit pas de dire que le racisme et les bavures n'existent pas, mais que le contexte récent vient de changer la donne. L'affaire Chouviat qui s'est produite au mois de janvier dernier relevait du contexte des répressions policières sans frein mis en œuvre par le pouvoir contre les mouvements sociaux ayant créé chez les représentants de l'ordre une ambiance d'impunité. Comme leurs collègues qui cassaient du gilet jaune et du syndicaliste ceux qui ont brutalisé à l'en faire mourir le livreur, ont pensé être protégés.

Aujourd'hui, la situation est nouvelle et les forces de l'ordre ont compris qu'elles seront réservées à la répression des mouvements sociaux comme c'est le cas depuis maintenant deux ans. Pour cette mission-là, essentielle à la survie du macronisme, les moyens ne seront pas comptés.

Que les habitants des quartiers périphériques mis sous la coupe de la délinquance, avec laquelle [il ne reste que la ressource de passer des contrats](#), l'admettent, que ceux qui veulent circuler dans les centres des grandes villes le comprennent : manifestement, l'État a décidé d'abandonner les rues à des bandes violentes qui sont actuellement en train de les confisquer. Les rodomontades de Darmanin sur « l'ensauvagement » où la ridicule expédition de Castex à Dijon annonçant triomphalement l'arrivée de 50 CRS, dans une ville où les voyous lourdement armés se comptent par centaines, ne peuvent tromper personne.

À la police républicaine qui devrait protéger les citoyens, on a décidé de confier la mission prioritaire de la préservation d'un pouvoir minoritaire et impopulaire. Et de laisser la pègre régenter les quartiers.

Le soutien du système Macron à l'imposture Traoré n'a pas d'autre cause.

Retrouvez l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)

14/08/2020 06:00